

# ECONOMIE *le mag* et FINANCES

M A D A G A S I K A R A



HÔTEL DES FINANCES

## Un joyau à Mahajanga



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fivavaha - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

*Décisions anticipées et ePhyto : deux grands pas vers la facilitation des échanges*



> P.06

*Exécution du budget de l'Etat : Des mesures d'accompagnement des Ministères et Institutions en place*



> P.09

*Les grandes lignes de la Loi de Finances Rectificative 2022*



> P.14

## Un joyau dans un écrin de fleurs

Fierté, soulagement... Les agents du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) de la cité des fleurs ont célébré la journée du 22 Juillet 2022 avec Son Excellence Monsieur le Président de la République Andry RAJOELINA et le Ministre de tutelle, Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON lors de l'inauguration de l'hôtel des Finances.

En effet, ce bâtiment est dorénavant mis à la disposition des Services Territoriaux Décentralisés (STD) du MEF si auparavant certains d'entre eux devaient se tourner vers la location de bâtiments faute de locaux. Cet investissement cadre également dans le Velirano numéro 3 du Président de la République qui est de moderniser et rapprocher les services publics des citoyens.

Avec ce local flambant neuf, le MEF choisit d'offrir un service de qualité et de proximité à ses usagers et facilite le traitement des dossiers administratifs étant donné que tous les services sont regroupés au même endroit.

*La rédaction*

# Edito



## > DOSSIER

# Hôtel des Finances : un joyau à Mahajanga



## > ACTUALITÉS

- > P.04 SAFI ou le Système d'Administration Fiscale Intégré, pour une « Administration innovante, transparente et pilier de l'émergence »
- > P.06 Décisions anticipées et ePhyto : deux grands pas vers la facilitation des échanges

## > EN PROFONDEUR

- > P.07 Le MEF et les Ministères sectoriels : engagés plus que jamais à mettre en œuvre la Feuille de route du Dividende Démographique
- > P.09 Exécution du budget de l'Etat : Des mesures d'accompagnement des Ministères et Institutions en place

## > FOCUS

- > P.14 Les grandes lignes de la Loi de Finances Rectificative (LFR) 2022

## > REGARD SUR LE MINISTÈRE

- > P.17 Les réalisations des 31 projets du Plan stratégique de la Douane vont bon train
- > P.18 60<sup>ème</sup> anniversaire : Le Trésor Public à la rencontre du grand public



# SAFI ou le Système d'Administration Fiscale Intégré,

## pour une « Administration innovante, transparente et pilier de l'émergence »

### La Direction Générale des Impôts améliore ses performances opérationnelles

Depuis 2019, la Direction Générale des Impôts (DGI) ne cesse de poursuivre ses programmes de réformes pour une mobilisation efficace et efficiente des ressources internes de l'Etat Malagasy. Les initiatives innovantes à travers la digitalisation des services de l'administration fiscale sont principalement mises en avant dans le cadre de ces réformes.

Après le déploiement de plusieurs services digitalisés dédiés à simplifier les procédures de déclaration, de paiement des impôts et ainsi réduire considérablement les coûts, la DGI travaille depuis maintenant plusieurs

mois sur l'amélioration de son système back office à travers la mise en place du **Système d'administration fiscale intégré (SAFI)**. En effet, lancé le lundi 17 janvier 2022, ce projet d'envergure qu'est le SAFI remplacera les trois systèmes actuellement utilisés par la DGI pour la gestion des impôts et taxes : le **SIGTAS** (Système Intégré de Gestion des Taxes de l'Administration), le **SURF** (Système Uniformisé de Recouvrement Fiscal) et le **SAFIRA** (Système d'Administration Fiscale Intégré Réservé à l'Administration). Etant donné que ces trois logiciels sont devenus obsolètes par rapport aux besoins de l'administration fiscale et au contexte qui prévaut actuellement dans le pays et dans

le reste du monde, l'arrivée du SAFI arrive à point nommé.

Fort de ses modules spécifiques traitant tous les métiers d'une administration fiscale moderne -allant de l'Immatriculation des contribuables au Contrôle fiscal et Contentieux, en passant par des rubriques telles que l'Analyse-risque, les Statistiques etc.- le nouveau SAFI a comme principaux avantages de rendre homogène le système d'information au sein de la DGI et d'améliorer la fiabilité des données et l'efficacité des politiques et stratégies fiscales à développer. Une démarche de suivi efficace, une gestion intégrée et transparente des impôts, contribueront à lutter contre les fraudes et limiter les risques déontologiques.

**Les fonctionnalités dont nous disposerons d'ici début 2023 :**



Par ailleurs, renforcer la collaboration, l'interconnexion et l'interfaçage des systèmes d'information des différentes entités étatiques et privées sont les défis à relever afin de faciliter les échanges et recoupements d'informations et pour lutter activement contre les fraudes et les évasions fiscales. Le fait que la majorité des départements publics travaille en autarcie et surtout avec des moyens archaïques fait profiter grandement aux fraudeurs et favorise la prolifération du secteur informel et de l'économie souterraine dans notre pays.

La digitalisation des outils de travail, des procédures internes ainsi que des services offerts aux usagers est ainsi devenue un impératif pour toute administration moderne.

**SAFI - Un projet phare soutenu par la Banque Mondiale**

La DGI bénéficie de l'appui de la Banque Mondiale, à travers le PROjet de gouvernance Digitale et de Gestion de l'identité Malagasy (PRODIGY) et de l'assistance technique de l'Unité de Gouvernance Digitale (UGD) pour la mise en place de ce nouveau système. Quant à la réalisation du projet, elle est assurée par le cabinet *Ingenosya*.

La mise en place du SAFI a suscité l'implication de tous les responsables auprès de la DGI, et ce, à tous niveaux confondus. Une série d'ateliers menée sous la houlette du Directeur Général des Impôts, M. GERMAIN, a vu la participation des techniciens en service dans les structures centrales et régionales incluant ainsi toutes les unités opérationnelles, depuis le début

de l'année. Tous les besoins et aspirations des agents à intégrer dans le SAFI ont été passés au crible durant ces heures de travail et ont fait l'objet de vifs débats entre les experts et les techniciens de la DGI. Ce qui affirme sans aucun doute la garantie d'une opérationnalisation d'un logiciel efficient, efficace, et sécurisé dès *Novembre 2022*.



# Décisions anticipées et ePhyto :



## deux grands pas vers la facilitation des échanges

*Madagascar a franchi deux grands pas dans la mise en œuvre de l'Accord sur la Facilitation des Échanges de l'Organisation Mondiale du Commerce. «ePhyto» et «Décisions Anticipées» sont pleinement opérationnels depuis le 5 juillet 2022.*

Le projet «ePhyto» sera la version numérique des certificats phytosanitaires indispensables pour le commerce international des végétaux et des produits végétaux

Le démarrage officiel des certificats phytosanitaires électroniques «ePhyto» et du mécanisme de «Décisions anticipées» sur le classement tarifaire et l'origine douanière s'est tenu le 05 juillet 2022 à l'hôtel Carlton, Anosy. Initiés par le Comité national de facilitation des échanges de Madagascar (CNFE) et de l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges (AMFE), ces deux projets devraient faciliter les échanges commerciaux en réduisant les délais et les coûts des formalités administratives supportés par les entreprises. «*Au-delà de la fluidification des échanges, ces deux projets vont assurément améliorer le climat des affaires à Madagascar et aussi accroître la compétitivité des entreprises*», affirme Rivo

RAKOTONDRASANJY, Président du groupement des opérateurs malagasy FIVMPAMA lors de la cérémonie de démarrage.

Le projet «ePhyto» sera la version numérique des certificats phytosanitaires indispensables pour le commerce international des végétaux et des produits végétaux. Ce document établit la provenance des produits et certifie leur conformité aux normes sanitaires requis. De son côté La «décision anticipée» sur la classification tarifaire et l'origine douanière donnera aux entreprises un droit de bénéficier d'un avis juridique sur l'application de la législation douanière avant l'opération d'importation et/ou d'exportation. Les mots d'ordres de ces projets seront «transparence» et «prévisibilité». Dans la pratique, ils simplifieront et accéléreront les processus commerciaux, les rendront

plus transparents et plus prévisibles. «*Le CNFE de Madagascar s'est posé comme vision la réduction de 50% du délai de passage aux frontières et de 15% les coûts liés au dédouanement d'ici 2023*» a déclaré Ernest ZAFIVANONA LAINKANA, Directeur Général des Douanes lors du lancement officiel des deux projets en 2021. Aujourd'hui, il espère une répercussion de cet allègement sur le prix à la consommation. «*Ces projets entraîneront des réductions au niveau des délais de dédouanement qui feront baisser les charges pour les opérateurs*». Les procédures douanières seront rationalisées et simplifiées pour un plus grand respect de la réglementation. Avec ces deux projets de modernisation, Madagascar poursuit la mise en œuvre de l'Accord sur la Facilitation des Échanges de l'OMC.

# Le MEF et les Ministères

## sectoriels :

> EN PROFONDEUR

## engagés plus que jamais à mettre en œuvre la Feuille de route du Dividende Démographique

**V**ers la moitié des années 70, Madagascar, Thaïlande et Tunisie avaient une structure par âge de la population presque similaires.

Cette dernière, marquée par une prédominance de la population dépendante, particulièrement celle des moins de 15 ans, se reflétait à travers une pyramide des âges à base large. Au niveau économique, les ressortissants des trois pays gagnaient sensiblement le même revenu avec un PIB par tête autour de 1000 USD.

45 ans après, la Thaïlande et la Tunisie ont pu baisser significativement leur Indice Synthétique de Fécondité ou ISF (respectivement de 4.5 à 1.5 et de 6 à 2.2) et ont par conséquent réussi à modifier la structure de leur population. On y dénombre actuellement plus de population active et leur revenu par habitant s'est accru de manière exponentielle en se multipliant par 4 pour la Tunisie (avec un PIB par tête de 3781 USD en 2020) et par 6 pour la Thaïlande (avec un PIB par tête de 6198 USD en 2020). Pour Madagascar, la pyramide des âges reste toujours à base large (avec un ISF de 4 en 2020) et le revenu par tête est même redescendu aux environ de 400 USD.

Si la Tunisie et la Thaïlande ont alors réussi à capturer le Dividende Démographique ou l'avantage économique procuré par la modification de la structure de la population, Madagascar est encore loin d'y arriver. La Grande Île voulait rattraper ce retard

en se dotant d'une feuille de route du Dividende Démographique et en engageant le processus dans ce sens en septembre 2019. Cette feuille de route renferme des investissements dans quatre domaines prioritaires tels que (i) l'accès à la santé et la promotion de la Planification Familiale, (ii) l'accès à l'éducation et au développement des compétences, (iii) l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat, et (iv) la bonne gouvernance.

Afin d'accélérer la mise en œuvre de cette feuille de route, une Conférence de haut niveau, réunissant les Ministères clés, a été conjointement organisée par le Ministère de l'Economie et des Finances, l'UNFPA, l'USAID/HP+, la Banque Mondiale et les Systèmes des Nations Unies le 20 juin 2022 à l'Hôtel Le Radisson Blu. Elle a été marquée par un engagement fort des Ministères clés à œuvrer davantage pour la capture du Dividende Démographique en

intégrant les activités de la feuille de route dans leur Plan de Travail Annuel (PTA) respectif. Cet engagement a été formalisé à travers la déclaration verbale et l'apposition de signature sur une bâche commune effectuées par le Ministre de l' Economie et des Finances; Le Ministre de la Santé Publique, le Ministre de l'Education Nationale; le Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales; le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle; le Ministre de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme; les représentants du Ministère de la Justice; du Ministère de la Jeunesse et des Sports; du Ministère du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications; du Secrétariat d'Etat en charge de la Gendarmerie et des Partenaires Techniques et Financiers y présents.



# Feuille de route du dividende démographique et Politique Général de l'État

## Pilier 1



Santé et Planification Familiale (6 actions clés)

Velirano 5

La santé pour tous

## Pilier 3



Emploi et Entrepreneuriat (6 actions clés)

Velirano 6

L'emploi décent pour tous

Velirano 8

L'appui aux femmes, aux jeunes et aux plus démunis pour une nation émergente

## Pilier 2



Éducation et Développement des compétences (11 actions clés)

Velirano 4

L'éducation pour tous

Velirano 8

L'appui aux femmes, aux jeunes et aux plus démunis pour une nation émergente

## Pilier 4



Gouvernances (5 actions clés)

Velirano 1

La paix et la sécurité, une priorité

Velirano 3

La lutte contre la corruption et la performance de l'Administration Publique

Velirano 12

L'autonomie et la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées



# Exécution du budget de l'Etat :

## Des mesures d'accompagnement des Ministères et Institutions en place

La concrétisation de la Politique Générale de l'Etat et des différentes promesses Présidentielles est fortement tributaire de l'exécution, aussi bien dans le temps que dans les normes, du Budget de l'Etat.

Chaque année, le rythme et les conditions d'exécution du budget sont en fonction du contexte socio-

économique et administratif qui prévaut.

A part la 3<sup>e</sup> vague de la pandémie de covid-19 et la saison cyclonique particulièrement intense, le premier semestre 2022 a surtout été marqué par un renouvellement partiel du Gouvernement au mois de mars. Ceci a donné lieu à une série de nouvelles nominations d'acteurs budgétaires et à la mise en place de nouveaux

organigrammes Ministériels.

Le bilan présenté dans le compte rendu de l'exécution budgétaire au titre du premier trimestre 2022 reflète déjà ce contexte qui a globalement ralenti le rythme de l'exécution aux alentours de cette période.

En effet, la situation au 31 mars 2022 comparativement à celle de 2021 se récapitule comme suit :

GRANDES RUBRIQUES	LFI 2021 au 31/03/2021	LFI 2022 au 31/03/2022
<b>Intérêt de la dette</b>	<b>61,8%</b>	<b>71,3%</b>
<b>Solde</b>	<b>20,9%</b>	<b>19,2%</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>7,6%</b>	<b>16,5%</b>
Indemnité	13,0%	13,5%
Biens et Services	2,9%	16,2%
Transfert	10,5%	17,6%
<b>Investissement</b>	<b>16,7%</b>	<b>14,2%</b>
<b>PIP sur financement interne</b>	<b>9,5%</b>	<b>1,7%</b>
10-Ressources Propres	9,9%	1,7%
20-DTI	4,9%	6,9%
30-TVA	0,3%	0,7%
<b>PIP sur Financement externe</b>	<b>21,3%</b>	<b>21,4%</b>
60-Subventions	15,7%	41,2%
70-Emprunt Etat	24,7%	9,6%
<b>TOTAL</b>	<b>17,4%</b>	<b>18,4%</b>

Sources : Situation SIIGFP extraite le 31 mars 2021 et Situation SIIGFP extraite le 31 mars 2022

Le niveau général d'exécution des dépenses se situe aux alentours de 18% au premier trimestre 2022. Et c'est surtout au niveau des dépenses d'investissement que le retard est constaté.

En effet sur les 194 projets sous financements externes, seuls 7 projets ont fait l'objet d'un engagement conséquent de plus de 67,1% à la fin mars 2022. Quant aux dépenses d'investissements sur financement interne, le niveau d'exécution est passé de 9.5% à 1,7% entre 2021 et 2022 pour la même période.

Conscient des risques liés à ce démarrage tardif des engagements, la Direction du Budget a jugé nécessaire de renforcer et de réformer ses modalités d'assistances aux acteurs et de suivi de l'exécution budgétaire.

A la place des réunions de revues traditionnelles, regroupant en un même lieu l'ensemble des représentants de chaque Département Ministériel et organismes publics, une nouvelle approche fondée sur la proximité avec les acteurs budgétaires de chaque Département Ministériel a été adoptée.

L'objectif est de mieux comprendre les contraintes propres à ces derniers en considérant les spécificités de chaque entité puis d'identifier les mesures les plus appropriées permettant d'améliorer la qualité et le rythme d'exécution budgétaire.

Pour ce faire, des descentes auprès de chaque Institution/Ministère ont été organisées depuis le 06 mai 2022,

mobilisant l'ensemble des Services auprès de la Direction du Budget. Le but était d'échanger avec les acteurs de chaque département, constitués des Directeurs Administratifs et Financiers, des Personnes Responsables des Marchés Publics, des Directeurs de la Programmation et du Suivi Evaluation, des Responsables de Programme, des Ordonnateurs Secondaires, des Comptables et des Gestionnaires d'Activités.

Jusqu'à fin mai 2022,  
onze (11) Ministères ont été  
approchés à raison d'un  
Ministère par jour.

A souligner qu'outre le volet assistance et suivi de l'exécution 2022, lesdites rencontres ont également constitué une occasion pour encadrer les acteurs dans les démarches de préparation de la Loi de Finances 2023 et pour aborder les préoccupations relatives à la collecte des Bordereaux de Crédits Sans Emplois dans le cadre de l'élaboration des Lois de Règlement 2020 et 2021.

A partir des constatations issues de chaque rencontre, des résolutions sont communément prises pour améliorer la fluidité future de l'exécution budgétaire. Ces dernières sont basées sur une réforme

technique et organisationnelle. Il s'agit de la fixation des délais de rigueur pour la nomination des nouveaux acteurs et pour la mise en place des nouveaux organigrammes à chaque changement de structure. Par ailleurs, les départements sont incités à détailler davantage les spécifications techniques, les lieux et autres données au moment de la programmation budgétaire (pour éviter l'ajournement de la validation du Conseil en cours d'exercice). Les départements au sein du MEF prendront, pour leur part, des mesures qui faciliteront et accéléreront le traitement des dossiers de mandatement, de délivrance des quitus régisseurs et de constatation technique du Garage Administratif.

Dans la prochaine Circulaire d'Exécution Budgétaire, les informations portant sur les points ou sujets qui prêteront confusion ou incompréhension seront plus explicites.

Le Ministère de l'Economie des Finances propose également, dans cette foulée, la révision du texte fixant les modalités d'allocation des dotations CSB, de rapprochement des données «vacations» au niveau du MEN et sur la signature des dossiers d'engagement desdites vacations au niveau des Directions régionales... Une cartographie des acteurs budgétaires sera élaborée et le module Demande d'Autorisation d'Engagement (DAE) sera opérationnel dans les meilleurs délais.

Cette nouvelle approche désormais de rigueur, devrait porter ses fruits à partir du second semestre 2022.

# HÔTEL DES FINANCES

Un joyau à Mahajanga

> DOSSIER



*L'hôtel des Finances Boeny a été inauguré à Mahajanga le 22 juillet 2022 par SEM le Président de la République de Madagascar, Andry RAJOELINA en présence de quelques membres du Gouvernement dont le Ministre de l'Economie et des Finances (MEF), Madame Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON ainsi que les autorités et élus locaux.*



### Velirano Numéro 3

Dans son discours d'inauguration, le Grand Argentier a précisé que « ce bâtiment est le témoin de l'engagement du Président de la République » de moderniser l'Administration et de rapprocher les services publics des citoyens.

Un engagement que le Président de la République a entériné durant son discours : donner le meilleur à la population.

### Service de proximité

Financé par des fonds propres de l'Etat, l'Hôtel des Finances et ses 85 locaux abriteront les services territoriaux décentralisés du MEF, à savoir le Service des Impôts, celui de la Douane, les Soldes et Pension, le Trésor Public, le Budget, l'Economie et Plan, le service du Contrôle Financier, la Commission régionale des Marchés, etc.

Les services en rapport avec les usagers, à savoir le Trésor Public, le Service des Impôts, une partie du Service de la Solde et des Pensions ainsi que le Transit Administratif, seront installés au Rez-de-chaussée.

Le premier étage sera occupé par l'INSTAT, une autre partie du service de la Solde et des Pensions, le service du Budget et le PRMP.

Le service de l'Economie et du Plan, le Contrôle Financier, la Douane, la Commission Régionale des marchés occuperont le deuxième étage. Seront également dans cet étage, les salles de réunion et la cantine pour les agents.

Les usagers n'auront donc plus à faire des déplacements sur plusieurs

sites car tous les services de ce département y sont regroupés. Le MEF réduit de ce fait son budget «location» de bureaux, favorise la fluidité des informations entre ses services et facilite le traitement des dossiers administratifs.

### Des agents en liesse

«Plus à l'étroit!». Pour la plupart des agents ce nouveau bâtiment arrive à point nommé étant donné la vétusté des locaux qui leur servent de bureaux. Ils précisent également que pour offrir un service de qualité, travailler dans des locaux modernes et respectueux de l'environnement est nécessaire.

Notons qu'après Sambava, cet Hôtel des Finances est le second inauguré par SEM le Président de la République. Quatre (4) autres sont en attente d'inauguration. Celui de Toamasina, qui remplacera l'ancien garage administratif est en cours de construction selon le MEF dans son discours.

Elle a également insisté sur le respect des usagers et la qualité du service offert.

# Les moments forts de la journée du 22 juillet 2022 en image



# Les grandes lignes de la Loi de Finances Rectificative 2022

**Une «rectification» de la Loi de Finances initiale s'est avérée nécessaire suite à une succession d'évènements impactant les prévisions de l'année 2022.**

Le projet de Loi de Finances Rectificative 2022 a ainsi été adopté le 08 juin 2022 par le Conseil des Ministres, le 24 juin 2022 par l'Assemblée Nationale et le 29 juin 2022 par le Sénat.

Arrêté à la somme de 19340,4 milliards d'Ariary en recettes et en dépenses, les grandes lignes de la Loi de Finances Rectificative se récapitulent comme suit :

## AJUSTEMENT DES PERSPECTIVES ECONOMIQUES



La guerre Russie-Ukraine a modifié les perspectives mondiales de croissance en raison de la flambée des prix du pétrole, du gaz et des produits alimentaires (blé, huile alimentaire, et autres). Par ailleurs, elle a également contribué à accélérer l'inflation dans le monde.

Au niveau national, la 3<sup>e</sup> vague du Covid-19 et le passage des cyclones particulièrement dévastateurs dans la partie Est de l'île ont également impacté les perspectives économiques initiales.

Aussi, la croissance économique de Madagascar a dû faire l'objet de révision à +4,3 % au lieu des 5,4 prévues dans la LFI 2022. Les projections de la BFM indiquent une inflation moyenne de 8% au cours de l'année 2022.

Les nouvelles orientations économiques s'articulent autour des points suivants :

- Protection du pouvoir d'achat à travers l'augmentation des Salaires Minimums d'Embauche (SME) dans le secteur privé et le plafonnement temporaire des prix des PPN ;
- Accélération de la reprise économique à travers la mise en œuvre des nouvelles infrastructures (nouvelles villes, routes...);
- Intensification des actions pour l'autosuffisance alimentaire à travers le développement de l'agriculture, la structuration des activités d'élevage orientées vers le marché et la mise en valeur des ressources halieutiques avec le développement des activités de pêche et d'élevage de poisson ;
- Redynamisation du marché de certains produits spécifiques tels que le graphite (suite à la Politique de transition énergétique au niveau mondial), ainsi que le textile (Marchés de niche, haute couture, textile technologique...);
- Redémarrage du tourisme grâce notamment à l'obtention du label «*Safe Travel Stamp*» par Madagascar depuis septembre 2021 et à l'accueil des 11<sup>e</sup> jeux des îles en 2023.

## AJUSTEMENT DES PREVISIONS DE RECETTES FISCALES



La projection de recettes fiscales nettes a été révisée à 3848,9 milliards d'Ariary au lieu des 4219 milliards de recettes initialement prévues, soit une baisse de 370,4 milliards d'Ariary. Les principales modifications portent sur les points suivants :

- Modification de la répartition des ressources fiscales des collectivités décentralisées prévues par le Code Général des Impôts ;

- Ajustement des Droits d'Enregistrement (DE) sur les visas;
- Ajustement du taux de Droit d'Accise sur l'or : +18,6 milliards d'ariary
- Abaissement du taux de la TVA de 20% à 15% sur les ventes de supercarburant, de gasoil : -34,7 milliards d'ariary
- Amélioration des procédures de recouvrement.

## AJUSTEMENT DES PREVISIONS DE RECETTES DOUANIERES



Les prévisions de recettes douanières nettes sont ajustées à +349,2 milliards d'Ariary. Les principales mesures apportées par la LFR concernent :

- L'harmonisation du Code des Douanes Malagasy à celui du COMESA, de l'AFE et les bonnes pratiques internationales résultant de la Convention de Kyoto Révisée (CKR) et d'autres amendements,
- La création d'une sous position nationale du 34 02 pour appuyer les industries de saponification (LABSA) : -0,36 milliards d'ariary
- Taxation à 5% du droit des douanes sur les déchets de coton et fils de coton :-0,26 milliards d'ariary
- La poursuite du calendrier d'abaissement tarifaire : -9,6 milliards d'ariary

Ce qui représente un manque à gagner d'un total de 10,22 milliards d'ariary, soit 0,3% de l'objectif des recettes douanières 2022.

## AJUSTEMENT DES PREVISIONS DE DEPENSES DE SOLDE



Initialement prévues à 3266,7 milliards d'Ariary, les prévisions de dépenses de soldes (Catégorie 2) ont été modifiées à 3237,6 milliards d'Ariary, soit une baisse de 29,1 milliards d'Ariary. Ce réajustement s'explique par :

- La réduction du nombre de recrutements au titre de 2022 (de 22914 à 17900);
- La baisse des prévisions de soldes du personnel extérieur suite au retard de nomination de quelques Ambassadeurs et à l'appréciation de l'Ariary;
- L'intégration des salaires du Personnel Administratif et Technique des Universités dans le calcul des dépenses courantes de solde (catégorie 2);
- Le transfert de 40 milliards d'Ariary du crédit de base vers la CnaPs pour subventionner la hausse des Salaires Minimums d'Embauche (SME);
- La hausse des crédits ouverts aux avances et indemnités d'installation à la retraite suite à la forte progression des demandes depuis le quatrième trimestre 2021.

## AJUSTEMENT DES PREVISIONS POUR LE RENFLOUEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE



Le montant total des transferts à affecter au renfouement du déficit de la balance des caisses de retraites a été révisé à 339,9 milliards d'Ariary contre 293,9 milliards d'Ariary prévus initialement. Ceci s'explique par :

- La révision de recettes pour -33,3 milliards d'Ariary en raison de la diminution du nombre de recrutements prévu (baisse des cotisations) ainsi que du report en 2023 du transfert des cotisations effectuées par les agents ECD basculés en ELD auprès de la CnaPs;
- La hausse des prévisions de dépenses de +12,6 milliards d'Ariary en raison de l'augmentation des droits à pension des nouveaux retraités et ayants droit, de la hausse des prévisions de dépenses relatives aux secours aux décès, aux pensions alimentaires...ainsi qu'un ajustement à la baisse du montant des pensions.

## AJUSTEMENT DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION

Outre le contexte cité précédemment, la préparation des prochaines élections et des jeux des îles 2023 et les nouvelles mesures prises par le Gouvernement ont modifié les prévisions initiales. Ces mesures concernent :

- La tenue d'une campagne de «Cartes Nationales d'Identité» et jugements supplétifs (16,4 milliards d'Ariary);
- La préparation des jeux des îles 2023 (8 milliards d'Ariary);

- La prise en charge d'une partie de la hausse des SME supporté par l'employeur au niveau du secteur privé (+40 milliards d'Ariary);
- L'octroi d'une subvention supplémentaire à la JIRAMA (+120 milliards d'Ariary);
- La hausse du budget du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme pour le développement du capital humain (+11,5 milliards d'Ariary);
- La hausse des indemnités des 19 169 Chefs fokontany (20 000 Ariary supplémentaire par Chef par mois).

## AJUSTEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENT EXTERNE



De nouveaux accords de financement ont été signés par Madagascar au cours du premier semestre et seront intégrés dans la LFR 2022.

Il s'agit notamment des accords entre le Gouvernement malagasy et la Banque Mondiale signés au cours des réunions de Printemps à Washington au mois d'avril, concernant :

- Le Projet « *Connecting Madagascar for Inclusive Growth* » relatif à la gestion des routes principales dans certaines zones rurales de Madagascar d'un montant total de 400 millions de dollars dont 64 milliards d'Ariary à décaisser en 2022;
- Le Projet « Préparation à la pandémie et prestation de services de santé de base », pour un montant de 134,9 millions de dollars, dont 76 milliards d'Ariary à décaisser en 2022.
- Le Projet « Amélioration de l'Accès à l'Eau Potable de Madagascar » d'un montant total de 220 millions de dollars dont environ 20 milliards d'Ariary à décaisser en 2022.



Par ailleurs, l'USAID a également accordé un financement d'un montant de 491 millions de dollars dans le cadre du Programme « Accords de Subvention de l'Objectif de Développement, DOAG », dont le montant du décaissement 2022 est estimé à 290 milliards d'Ariary.

Enfin, trois projets en partenariat avec la BAD, d'un montant total de 5,7 millions de dollars ont été signés à Accra, et un programme de « Pôle Intégré de Croissance Agro industrielle dans le Sud » (PICAS) d'un montant de 12,5 millions UC a été conclu, dont 6 milliards d'Ariary seront décaissés pour 2022.

## AJUSTEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENT INTERNE

Au niveau des prévisions de dépenses d'investissements sur financement interne, un ajustement des crédits initiaux aux crédits réellement susceptibles d'être liquidés d'ici la fin de l'exercice 2022 s'est avéré nécessaire. Ajoutés à cela, de nouveaux projets sont prévus à savoir :

- La construction de nouvelles infrastructures et la remise aux normes des infrastructures sportives existantes dans le cadre de la préparation des jeux des îles 2023, pour un montant de 19,8 milliards d'Ariary;
- La réhabilitation de la RN13 reliant Ihosy à Betroka, estimé à 72 milliards d'Ariary;
- La construction d'une autoroute reliant Antananarivo et Toamasina qui permettrait d'assurer l'acheminement des produits d'importation et d'exportation du pays à travers le Port de Toamasina. Le coût est estimé à de 301 milliards d'Ariary;
- La Refonte de la liste électorale pour un montant de 25,2 milliards Ariary.





# Les réalisations des 31 projets du **Plan stratégique** de la Douane vont bon train



## *Dédouanez – vous du temps perdu ! Tel est le leitmotiv de la Douane Malagasy.*

**C**ompte à rebours lancé pour le 100% scanning. Un nouveau processus va s'ajouter au système en vue de la réduction du délai de dédouanement.

Le 100% scanning figure parmi les projets phares de l'Administration et s'inscrit dans la politique de facilitation des échanges. Ce processus consiste à scanner systématiquement tous les conteneurs à l'importation comme à l'exportation, avant le dépôt de la déclaration. Son taux d'efficacité est estimé à 75%. Les objectifs du 100% scanning sont de réduire considérablement le délai de dédouanement, allant jusqu'à trois (3) heures, et d'améliorer l'efficacité du contrôle douanier. Il contribuera également à fournir des éléments pour l'analyse des risques permettant de constituer une base de données électronique riche pour la Douane.

L'arrivée prochaine des scanners a été annoncée lors de la Journée Internationale de la Douane, célébrée en début d'année à Toamasina. Chose promise, chose due. Ce 04 juin 2022, les deux premiers scanners à l'import sont arrivés pour être utilisés au Port de Toamasina pour commencer. Les deux autres pour l'export seront bientôt installés.

Comme mentionné supra, le but est d'avoir une visibilité dans l'évaluation des risques aux fins de réduire le délai de dédouanement et de bien orienter le contrôle. Ainsi, les transporteurs pourront éviter les circulations abondantes de camions au sein du port.

D'ici la fin de l'année 2022, le 100% scanning s'étendra dans toutes les zones effectuant des opérations internationales. Le mois de juin était pour la Douane Malagasy le mois de la digitalisation, de la facilitation et surtout de progrès.

Quant aux avantages offerts par cette mesure de facilitation, le processus sera fort bénéfique aussi bien aux usagers, qui observeront une nette amélioration de leur compétitivité, qu'aux consommateurs qui y trouveront leurs comptes grâce à la réduction des coûts à l'import.

Toujours dans la facilitation du commerce s'ajoute la redynamisation du portail d'information de l'Administration, à travers lequel le public peut s'informer en temps réel et effectuer directement une demande en ligne pour avoir des informations de l'Administration sur différents domaines. Ceci allant jusqu'à l'obtention des divers types d'agrément, sans oublier la mise en place du centre de surveillance et le renforcement du contrôle a posteriori. Lesquels font aussi partie des grands projets de facilitation du dédouanement.

# 60<sup>ème</sup> anniversaire

## Le Trésor Public à la rencontre du grand public

*Le Trésor Public Malagasy a marqué le début de la célébration de ses 60 ans les 12, 13 juillet 2022 par des portes ouvertes au Parvis de l'Hôtel de Ville d'Antananarivo, une opportunité d'aller à la rencontre de la population.*

Sous le patronage du Ministre de l'Economie et des Finances, Rindra H a s i m b e l o RABARINIRINARISON, la Direction Générale du Trésor s'est rapprochée des citoyens les 12 et 13 Juillet 2022 au Parvis de l'Hôtel de Ville à Analakely. Tous les départements de la Direction Générale du Trésor ont été présents sur le Parvis de l'Hôtel de Ville d'Antananarivo. Une occasion pour la population d'apprendre davantage sur ce département du Ministère de l'Economie et des Finances qui est surtout connu pour son statut de comptable et caissier de l'Etat et qui pourtant joue aussi d'importants rôles économiques et financiers dans le pays. Les usagers ont pu s'exprimer et faire part de leurs appréhensions des services rendus auprès du Trésor Public à travers un dispositif d'enquête de satisfaction dont l'objectif final est d'améliorer davantage la qualité de service du Trésor Public. Les étudiants ont également pu y trouver leur compte notamment ceux qui aspirent à exercer dans le secteur de l'import-export, de la comptabilité, de la finance etc. De plus, d'autres professionnels du secteur financier et économique étaient présents au Parvis de l'Hôtel de ville d'Antananarivo.

Parallèlement, les produits phares du Trésor Public Malagasy ont été mis en avant durant ces deux jours. Ces derniers ont été conçus au profit des usagers. Les visiteurs ont par exemple appris davantage sur le Bon du Trésor Fihary qui est un outil de placement avec un taux d'intérêt intéressant. Ils se sont également informés sur le Système intégré de gestion des opérations de change (**SIG-OC**) et en savoir plus sur les procédures de rapatriement de devises. Un outil indispensable pour les importateurs et exportateurs entre autres. Et puis, il y a **E-Salohy** qui a été conçu pour

tous les usagers du Trésor Public Malagasy (pensionnés, fonctionnaires, prestataires...). Ce portail permet de connaître l'évolution du traitement des dossiers en cours auprès du Trésor Public et les intéressés pouvaient d'ailleurs faire leur inscription durant ces deux journées. Enfin, les porteurs et gestionnaires de la carte Fanilo pourront assouvir leur soif de connaissance sur le Système de Paiement Electronique des Carburants Lubrifiants et le E-Salohy. Des conférences, traitant de différents thèmes ont également été organisées pendant ces « *Journées du Trésor* ».



# Une édition... un agent

RANDRIANASOLO  
**Jean Ignace**

*35 ans, marié avec 3 enfants*

> PORTRAIT



*Jean Ignace est agent d'accueil à la division de contrôle au service accueil de la Direction des Ressources Humaines depuis 6 ans. Ils sont six (6) à se relayer à ce poste et orientent les usagers dans le bâtiment.*



## *Travail monotone ?*

Non répond Jean Ignace. Il rencontre des gens, et comme ses pairs, il bénéficie également de formations tels que les procédures à effectuer lors du basculement vers le pointage électronique.

## *Son Hobby ?*

A part les tâches ménagères, Jean Ignace fait de l'athlétisme et de la pétanque.

## *Où se voit-il plus tard ?*

Il souhaite être promu à un autre poste.

## *Son leitmotiv :*

Il n'y a pas de mauvais travail. C'est la persévérance qui fait la différence.

« *Tsy misy asa ratsy izany. Ny fitiavana sy ny finivana eo am-panatanterahina azy no zava-dehibe. Afaka mivoatra foana amin'ny asa. Afaka hatsarina foana ny asa eo am-pelatananao* ».

Bien être

> ASTUCES

## L'Hiver et la Citronnelle

En ces temps où le froid prédomine, avoir une santé de fer est primordiale. Et se tenir au chaud est essentiel. Pour cela, l'utilisation de la citronnelle peut nous aider. Elle des propriétés médicinales, dues à la richesse unique de ses feuilles. Bactéricide, hypotenseur, anti-inflammatoire, antifongique et insecticide, elle soigne également les maladies digestives, la grippe et la fièvre, les rhumatismes et les problèmes articulaires. Cette plante peut également avoir un effet positif sur le diabète, et est également destinée aux douleurs articulaires ou musculaires. La citronnelle est très utile pour soulager l'arthrite et les rhumatismes et soulage également les tensions, les tendinites et les tensions musculaires.

Un doux remède contre l'insomnie !





REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fivavaha - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

# ECONOMIE *Le mag* et FINANCES

M A D A G A S I K A R A

[www.mef.gov.mg](http://www.mef.gov.mg)



Direction de la  
Communication